



ÉCOLE NATIONALE DES
PONTS
ET CHAUSSÉES



IP PARIS



INSTITUT NATIONAL
DE L'INFORMATION
GÉOGRAPHIQUE
ET FORESTIÈRE

ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

**INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION
GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P**

CONSULTATION 202602

**TRAVAUX DE MODERNISATION DE LA
GESTION TECHNIQUE DES BATIMENTS
CARNOT/CASSINI ET CORIOLIS**

Le présent document compte 24 articles et 39 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE I. DISPOSITIONS GENERALES	5
I.1 MAITRE D'OUVRAGE.....	5
I.2 GROUPEMENT DE COMMANDES.....	5
I.3 INTERLOCUTEURS DU GROUPEMENT DE COMMANDES.....	6
I.4 MAITRISE D'ŒUVRE.....	6
I.5 BUREAU DE CONTROLE ET COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	6
I.6 REPRESENTANT DU TITULAIRE	6
ARTICLE II. OBJET DU MARCHÉ	7
ARTICLE III. FORME.....	7
ARTICLE IV. TRANCHES	8
ARTICLE V. DUREE ET DELAI D'EXECUTION	9
ARTICLE VI. PIECES CONTRACTUELLES	10
ARTICLE VII. PRESTATIONS SIMILAIRES	11
ARTICLE VIII. MODALITES D'EXECUTION.....	12
VIII.1 LIEU D'EXECUTION.....	12
VIII.2 ETENDUE DES PRESTATIONS	12
VIII.3 ORGANISATION ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX OUVRAGES	13
VIII.4 GESTION DES DECHETS	14
VIII.5 CALENDRIER D'EXECUTION.....	14
VIII.6 ORDRES DE SERVICE.....	15
VIII.7 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	16
ARTICLE IX. QUALITES DES MATERIAUX ET DES PRODUITS.....	16
ARTICLE X. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	17
X.1 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION.....	17
X.2 COORDINATION – SECURITE	17
X.3 REUNIONS DE CHANTIER	18
ARTICLE XI. SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE XII. RESPONSABILITES DU TITULAIRE.....	20
XII.1 MODIFICATIONS RELATIVES A LA SITUATION DU TITULAIRE.....	20
<i>XII.1.1 Changement de dénomination sociale.....</i>	<i>20</i>
<i>XII.1.2 Transfert – cession – fusion-absorption – mise en location-gérance.....</i>	<i>20</i>
<i>XII.1.3 Redressement ou liquidation judiciaire.....</i>	<i>21</i>

XII.2 PRESENTATION DU PERSONNEL DU CHANTIER ET LISTE DES INTERVENANTS	21
XII.3 MESURES CONCERNANT LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS	22
XII.4 RESPONSABILITE DES INSTALLATIONS ET MANUTENTION DES MATERIELS	23
XII.5 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	23
XII.6 CONFIDENTIALITE	23
ARTICLE XIII. PRIX	24
XIII.1 FORME ET CONTENU	24
XIII.2 ACTUALISATION	25
XIII.3 MODIFICATIONS EN RAISON DE PRESTATIONS NON PREVUES	26
XIII.4 AUGMENTATION OU DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX	27
ARTICLE XIV. MODALITES DE REGLEMENT	27
XIV.1 AVANCE	27
XIV.2 DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTE FINAL	28
XIV.3 REPARTITION DES PAIEMENTS	29
XIV.4 RETENUE DE GARANTIE	30
XIV.5 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	29
XIV.6 FACTURATION ELECTRONIQUE	30
XIV.7 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	31
XIV.8 INTERETS MORATOIRES	31
XIV.9 CESSION DE CREANCES – NANTISSEMENT	31
ARTICLE XV. RECEPTION DES TRAVAUX	32
XV.1 ESSAIS ET CONTROLES	32
XV.2 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	32
XV.3 RECEPTION	32
ARTICLE XVI. GARANTIES	33
ARTICLE XVII. ASSURANCES	33
XVII. 1. RESPONSABILITES	33
XVII.2. ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE DECENNALE ET DES RISQUES ANNEXES	33
ARTICLE XVIII. PENALITES	34
XVIII.1 PENALITES POUR RETARD	34
<i>XVIII.1.1 Retard d'exécution des travaux</i>	<i>34</i>
<i>XVIII.1.2 Retard de transmission d'une situation mensuelle ou d'un décompte</i>	<i>34</i>
<i>XVIII.1.3 Retard de transmission d'un document en cours ou après réalisation des travaux</i>	<i>34</i>
<i>XVIII.1.4 Absence ou retard à un rendez-vous de chantier</i>	<i>34</i>
<i>XVIII.1.5 Retard de repliement des installations de chantier ou de remise en état des lieux</i>	<i>36</i>
<i>XVIII.1.6 Retard de signature d'un ordre de service (OS)</i>	<i>36</i>
XVIII.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA REGLEMENTATION	36

<i>XVIII.2.1 Non-respect de la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité ou de gestion des déchets</i>	36
<i>XVIII.2.2 Non-respect de la réglementation du travail</i>	36
XVIII.3 AUTRES PENALITES	36
<i>Prime</i>	36
ARTICLE XIX. FORCE MAJEURE	36
ARTICLE XX. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	37
ARTICLE XXI. RESILIATION	37
ARTICLE XXII. LITIGES	38
XXII.1 DROIT – LANGUE – MONNAIE	38
XXII.2 RECOURS	38
ARTICLE XXIII. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	38
ARTICLE XXIV. DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES TRAVAUX	39

ARTICLE I. DISPOSITIONS GENERALES

I.1 MAITRE D'OUVRAGE,

L'ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

6/8 avenue Blaise Pascal – Cité Descartes, Champs-sur-Marne

77455 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par M. Anthony Briant Directeur Général,

Ci-après désignée « l'ENPC » ou « le coordonnateur du groupement de commandes » ou « le maître d'ouvrage » ;

AGISSANT POUR SON PROPRE COMPTE ET CELUI DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Représentée par M. Sébastien SORIANO, Directeur général,

Agissant pour le compte de l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (dénommée Géodata Paris),

Ci-après désignée « l'IGN-ENSG ».

I.2 GROUPEMENT DE COMMANDES

En application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique, les deux établissements ci-dessus ont initialement formé un groupement de commandes pour la passation et l'exécution du présent marché.

L'ENPC a été désignée coordonnateur du groupement de commandes et, à ce titre, habilitée à passer le présent marché au nom et pour le compte de l'IGN-ENSG.

Chaque membre du groupement de commandes signe le marché et les avenants éventuels.

L'ENPC a été désigné comme maître d'ouvrage unique assurant l'ensemble des prérogatives de la mission de maîtrise d'ouvrage, en application de l'article L2422-12 du code de la commande publique.

Il assure à ce titre le règlement direct au titulaire des dépenses du marché.

Les différentes parties sont définies comme suit :

- Le « maître d'ouvrage » est l'acheteur, tel que précisé supra, pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du présent marché de travaux ;
- Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le maître d'ouvrage et a donc la charge de réaliser les travaux aux conditions fixées par le présent marché. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Le « maître d'œuvre » est la personne physique ou morale qui, en raison de sa compétence technique, est chargée par le maître d'ouvrage d'une mission globale visant à apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage pour la réalisation d'une opération objet du marché. A ce titre, le maître d'œuvre est notamment chargé de diriger l'exécution du présent marché de travaux, de proposer son règlement ou d'assister le maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le titulaire se conforme à toutes les procédures administratives et organisationnelles définies au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), au Cahier des Clauses Techniques Particulières

(CCTP) ou en cours d'exécution du présent marché. L'ensemble de ces procédures s'applique de plein droit et sans surcoût pour le maître d'ouvrage.

I.3 INTERLOCUTEURS DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Chaque membre du groupement de commandes désigne la (ou les) personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du présent marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution du marché.

L'ENPC assure la coordination du marché par l'intermédiaire du Service des Affaires Immobilières et des Moyens Généraux (SAIMG), dont les coordonnées sont :

Ecole Nationale des Ponts et Chaussées
Service des Affaires Immobilières et Moyens Généraux (SAIMG)
6/8 avenue Blaise Pascal – Cité Descartes, Champs-sur-Marne
77455 Marne-la-Vallée Cedex 2
Courriel : patrimoine-infra@enpc.fr

I.4 MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre du présent marché est assurée par l'entreprise :

ENERJEA

77 rue Marcel Dassault

92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Représentée par Monsieur DRYE (edrye@enerjea.com)

Ci-après désignée « le maître d'œuvre »

I.5 BUREAU DE CONTROLE ET COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le bureau de contrôle désigné est :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

2 rue Jean Mermoz

91080 Evry Courcouronnes

Chargé d'affaires : M. Mohamed Wassim TABKA (mohamed-wassim.tabka@bureauveritas.com)

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) désigné est :

ACI

5 bis rue du bois

60220 Boutavent- Formerie

Chargé d'affaires : M. Alain MAUGER (alain.mauger@aci-bet.com)

I.6 REPRESENTANT DU TITULAIRE

Dès notification du présent marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom et dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire informe le maître d'ouvrage en cas de modification en cours d'exécution du marché.

La bonne exécution du marché nécessite que le titulaire désigne un responsable, unique interlocuteur, chargé de le représenter quelle que soit la nature des sujets évoqués pendant toute la durée du marché. En cas d'empêchement ou de remplacement en cours d'exécution du marché, le titulaire avise immédiatement le maître d'ouvrage et indique le nom, les coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

ARTICLE II. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux de modernisation de la gestion technique des bâtiments Carnot/Cassini et Coriolis.

Les travaux sont décrits dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), la décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), le Bordereau des prix unitaires (BPU), ainsi que dans le mémoire technique du titulaire ; ces documents constituant des pièces contractuelles mentionnées à l'article VI du présent CCAP.

ARTICLE III. FORME

Le marché est constitué d'un lot unique conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-2 du code de la commande publique. En effet, son exécution ne peut être scindée en lots séparés en raison du risque de rendre techniquement plus difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Il est conclu à prix mixtes, et comporte les travaux et prestations suivants :

- une partie à prix global et forfaitaire comprenant l'ensemble des travaux listés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et au CCTP ;

- une partie complémentaire à bons de commande, permettant selon les indications prévues au CCTP de couvrir d'éventuels besoins non quantifiables au moment de la consultation, sur la base des prix unitaires fournis dans le bordereau des prix unitaires, dans la limite d'un montant maximum de 80 000 € HT.

Cette partie à prix unitaires s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application des prix du bordereau des prix unitaires, et dans les conditions fixées aux articles R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

A titre complémentaire, elle pourra s'exécuter par bons de commandes, émis en application de prix faisant suite aux devis proposés par le titulaire dans les conditions définies au présent CCAP.

ARTICLE IV. TRANCHES

Le présent marché est décomposé comme suit en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique :

TRANCHES	DESIGNATION
Tranche ferme	Ensemble des travaux sur les 2 bâtiments (hors tranches optionnelles)

TRANCHES *	DESIGNATION
Tranche optionnelle 1	<u>Sous-station principale :</u> Remplacement de l'automate Installation des sondes Installation des passerelles de communication pour réguler et superviser les pompes Remplacement des bouteilles de mélange par des équipements adaptés tels que des Bypass régulés
Tranche optionnelle 2	<u>Sous-stations Cassini + Laplace + Maupertuis :</u> Remplacement de l'automate Installation des sondes Installation des passerelles de communication pour réguler et superviser les pompes Remplacement des bouteilles de mélange par des équipements adaptés tels que des Bypass régulés
Tranche optionnelle 3	<u>Sous-stations Belgrand + Prony + Vicat :</u> Remplacement de l'automate Installation des sondes Installation des passerelles de communication pour réguler et superviser les pompes Remplacement des bouteilles de mélange par des équipements adaptés tels que des Bypass régulés
Tranche optionnelle 4	<u>Capteurs Carnot :</u> Installation de capteurs d'occupation pour les salles de cours (y compris amphithéâtres et ancienne photogrammétrie L006)
Tranche optionnelle 5	<u>Capteurs Carnot :</u> Installation de capteurs d'occupation pour les salles de réunion
Tranche optionnelle 6	<u>Capteurs Carnot :</u> Installation de capteurs d'occupation pour les locaux communs (salle polyvalente, bibliothèque ENPC, centre de documentation ENSG, ruche)

TRANCHES *	DESIGNATION
Tranche optionnelle 7	<u>Luminaires intérieurs Carnot :</u> Remplacement de luminaires fluorescents par des LED dimmables (localisation à l'annexe 12)
Tranche optionnelle 8	<u>Luminaires intérieurs Carnot -CDOS :</u> Remplacement de luminaires fluorescents par des LED dimmables dans le centre de documentation ENSG (localisation à l'annexe 12)
Tranche optionnelle 9	<u>Refroidissement Carnot :</u> Implémentation d'une gestion du refroidissement par zone fonctionnelle en fonction de leur occupation réelle
Tranche optionnelle OC1	<u>Luminaires intérieurs Coriolis :</u> Remplacement des éclairages fluorescents par des LED dimmables
Tranche optionnelle OC2	<u>Capteurs Coriolis :</u> Ajout de capteurs d'occupation dans les salles de cours (y compris amphithéâtres)
Tranche optionnelle OC3	<u>Capteurs Coriolis :</u> Ajout de capteurs d'occupation dans les salles de réunions

*Les tranches optionnelles 1 à 9 concernent le bâtiment Carnot Cassini ; les tranches OC1 à OC3 le bâtiment Coriolis.

Le maître d'ouvrage n'est engagé que sur la tranche ferme.

Chaque tranche optionnelle est affermée par ordre de service.

La décision d'affermissement d'une tranche optionnelle est notifiée par le maître d'ouvrage avant la fin du délai d'exécution du marché. Cette décision unilatérale ne peut comporter d'éléments nouveaux venant modifier le marché.

En cas d'affermissement, le titulaire est tenu d'exécuter la (les) tranche(s) optionnelle(s) selon les conditions définies dans le marché.

En cas d'absence d'affermissement, le titulaire est dégagé de toute obligation quant à la tranche optionnelle concernée et il ne pourra prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE V. DUREE ET DELAI D'EXECUTION

Le présent marché est conclu à compter de la date de sa notification et jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

Le délai d'exécution des travaux, période de préparation comprise, est celui figurant au cahier des clauses techniques particulières. Ce délai prévisionnel est de 9 mois, dont 1 mois de préparation, 6 mois de travaux et 2 mois de mise en service et d'essais. Il court à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service de démarrage.

La période d'exécution et le calendrier contractuel définitifs seront arrêtés lors de la phase de préparation des travaux, en cohérence avec le calendrier proposé par le titulaire dans son offre.

Le titulaire du marché s'engage à respecter le délai maximum d'exécution mentionné dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

En cas de dépassement de la date fixée par l'ordre de service de démarrage du fait de ce titulaire, il pourra être fait application des pénalités prévues au présent CCAP.

Dans le cas où des modifications du projet, du fait du titulaire, seraient de nature à modifier le délai d'exécution, il lui appartient :

- De démontrer l'incidence de la modification sur le calendrier d'exécution des travaux ;
- De proposer les solutions de rattrapage.

ARTICLE VI. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante et dont seul l'exemplaire conservé par le maître d'ouvrage fait foi :

A) Pièces particulières

- 1) L'Acte d'Engagement (AE) pour l'ENPC, daté et signé par le représentant habilité à engager le titulaire ;
- 2) L'Acte d'Engagement (AE) pour l'IGN ENSG, daté et signé par le représentant habilité à engager le titulaire ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes suivantes (intégrées dans le CCTP) :
 - Annexe 1 au CCTP : analyse fonctionnelle de la GTB avec exemples de vues graphiques attendues ;
 - Annexe 2 au CCTP : plan de comptage par énergie ;
 - Annexe 3 au CCTP : liste des points GTB ;
 - Annexe 4 au CCTP : synoptique d'architecture souhaitée ;
 - Annexe 5 au CCTP : DOE attendus ;Ainsi que les annexes suivantes (fichiers séparés du CCTP) :
 - Annexe 6 au CCTP : inventaire des équipements ;
 - Annexe 7 au CCTP : DOE GTB Carnot ;
 - Annexe 8 au CCTP : DOE GTB Coriolis ;
 - Annexe 9 au CCTP : plan des bâtiments ;
 - Annexe 10 au CCTP : DOE CVC CFO Carnot ;
 - Annexe 11 au CCTP : DOE CVC CFO Coriolis ;
 - Annexe 12 au CCTP : localisation éclairages ;
 - Annexe 13 au CCTP : zonage et listing des équipements.
- 4) L'annexe financière des actes d'engagements – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- 5) L'annexe financière des actes d'engagements – Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- 6) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- 7) Le planning d'exécution des travaux ; dans sa version remise par le titulaire dans son offre et arrêté définitivement lors de la période de préparation des travaux.
- 8) Les documents constituant l'offre technique du titulaire (dont le mémoire technique et environnemental) pour l'exécution des prestations, dans leurs dispositions non contraires aux précédents documents ;

- 9) Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

B) Pièces générales

Les documents ci-dessous ont également valeur contractuelle, bien qu'ils ne soient pas matériellement annexés au présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, celui-ci étant le mois de remise des offres :

- Les lois, décrets, textes réglementaires de droit du travail, les prescriptions de l'inspection du travail et organismes professionnels (OPPBTP) ... ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG Travaux) ;
- Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux concernant les ouvrages objet du présent marché ;
- L'ensemble des normes applicables aux domaines du présent marché, telles que DTU, AFNOR et toutes normes homologuées reconnues comme équivalentes... ;
- Les règlements de sécurité et d'accessibilité applicables aux établissements recevant du public ;
- Les avis, cahiers techniques et règles de calcul applicables aux ouvrages objet du présent marché ;
- L'ensemble des documents cités au CCTP.

Le titulaire au présent marché est réputé :

- Avoir connaissance de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus ;
- Avoir pris en compte, sans pouvoir élever aucune exception ou réserve ni réclamer un quelconque supplément financier ou allongement du délai d'exécution, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble de l'opération.

Il est précisé que :

Les documents contractuels précités forment un ensemble complémentaire et constituent l'intégralité de l'accord entre les parties. En cas de contradiction, leurs dispositions prévalent selon l'ordre des documents contractuels énuméré ci-dessus.

En cas de contradiction au sein du CCTP ou entre le CCTP et ses annexes, le titulaire exécute comme étant prévue dans le prix global et forfaitaire la solution la plus avantageuse pour le pouvoir adjudicateur ou présentant la meilleure qualité.

Est réputée non écrite, toute disposition de l'offre du titulaire ou tout autre document qui serait contraire aux pièces contractuelles citées ci-dessus.

Le marché peut être modifié par avenant signé par le représentant habilité de chacune des parties.

ARTICLE VII. PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires peut être confiée au titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés qui pourront être négociés ultérieurement, sans publicité ni mise en concurrence préalable.

ARTICLE VIII. MODALITES D'EXECUTION

VIII.1 LIEU D'EXECUTION

Bâtiment Carnot / Cassini

Les travaux sont à exécuter à l'Ecole nationale des ponts et chaussées, sis 6/8 avenue Blaise Pascal – Cité Descartes, Champs sur Marne, au sein du bâtiment Carnot / Cassini, bâtiment principal qui abrite les deux écoles, ainsi qu'au sein du bâtiment Coriolis qui abrite l'Ecole nationale des ponts et chaussées.



Bâtiment Coriolis



VIII.2 ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prescriptions techniques et dispositions définies dans le marché constituent des solutions de base auxquelles le titulaire est tenu de répondre conformément à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Toutefois, ces prescriptions et dispositions pouvant ne pas être exhaustives, le titulaire doit dans tous les cas l'ensemble des travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages. Il est également tenu de signaler au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les éventuelles imprécisions ou omissions.

En aucun cas, le titulaire ne peut arguer d'une mauvaise ou d'une incomplète définition des prestations à réaliser pour ne pas exécuter les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages.

Sont ainsi à la charge du titulaire, lequel a pris connaissance du lieu d'exécution dans le cadre de la visite de site obligatoire avant remise des offres, des conditions d'accès et ayant apprécié leur étendue complète, notamment et selon les prescriptions du CCTP :

- Les études techniques, notamment en son article 3.3.1 ;
- Tous les frais relatifs au balisage et aux protections nécessaires des zones à risque, toutes les mesures de sécurité durant l'exécution des travaux (y compris environnementales) ;
- Tous les moyens de stockage, de lieux y compris sanitaire, de manutention, (conformément à la réglementation) ;
- La fourniture de tous les documents, notes de calcul, schémas et plans nécessaires à la réalisation et à la bonne exécution des ouvrages, ainsi que le dossier technique des ouvrages réalisés conformément aux normes en vigueur ;
- Le démontage, l'enlèvement et le traitement (déchets) des matériels ;
- La fourniture, le transport, la pose, le raccordement et le réglage de tous les éléments ou organes nécessaires aux ouvrages définis et au fonctionnement normal des installations ;
- Les attestations de provenance des fournitures, si le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre en formule la demande ;
- L'enlèvement des gravats consécutifs aux travaux et le nettoyage du site.

VIII.3 ORGANISATION ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX OUVRAGES

Conformément à l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers.

Notamment, les travaux ayant lieu en site occupé, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réaliser les travaux dans des conditions de sécurité suffisantes.

Il doit également veiller à réduire autant que possible les nuisances dues aux bruits et aux vibrations générés par les travaux.

Il assure et veille au maintien de l'affichage des informations au moins quinze (15) jours avant le démarrage des travaux en précisant les dates et l'étendue des travaux concernés.

Il établit, à ses frais, un plan de prévention d'hygiène et de sécurité se rapportant à l'opération et le communique au maître d'œuvre et au CSPS au moins quinze (15) jours avant le début des travaux.

Pendant toute la durée du chantier, il signale immédiatement au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre toute anomalie pouvant entraîner des dommages matériels ou corporels.

Le titulaire assure, sous sa responsabilité et pendant toute la durée des travaux, la protection contre les dégradations, dégâts des eaux, vols et incendies :

- Des matériaux et matériels de chantier ;
- Des installations existantes.

Il assure la clôture du chantier pendant toute la durée des travaux. Les frais de gardiennage éventuellement nécessaires sont à la charge du titulaire.

Les zones de stockage préalablement définies avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont sous la responsabilité du titulaire et font l'objet d'un état des lieux contradictoire.

Aucun dépôt n'est établi à l'intérieur du bâtiment, sauf autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire du présent marché veille à ne laisser aucun matériel dans les parties communes du bâtiment qui

doivent être intégralement remises en état de propreté. Pour ce faire, il fait évacuer à ses frais tous les déblais, gravats, débris, etc. occasionnés par le chantier.

Le titulaire est responsable du nettoyage quotidien après travaux. Il doit aménager les lieux de vie conformément à la réglementation.

Les consommables et l'entretien des locaux de la base vie ou des locaux mis à disposition sont à sa charge.

VIII.4 GESTION DES DECHETS

La gestion des déchets de chantier est réalisée conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 36.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du présent marché, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment :

- La méthode de prévention de la production des déchets ;
- La méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets ;
- Les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment, la personne désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments nécessaires, tels que bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier.

Ainsi, il transmet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Le coût de la collecte et du traitement des déchets est réputé inclus dans le prix global et forfaitaire.

VIII.5 CALENDRIER D'EXECUTION

Pendant la phase de préparation des travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre un calendrier prévisionnel d'exécution précisant l'ensemble des renseignements nécessaires à l'organisation et à l'exécution des travaux, en particulier :

- Délais de fabrication/d'approvisionnement ;
- Début d'intervention sur le chantier ;
- Délai global d'exécution ;
- Phases successives : période et délai d'exécution, zones, tâches correspondantes, ... ;
- Echelonnement dans le temps de l'effectif de main-d'œuvre affecté au chantier, etc.

Le maître d'œuvre établit sur cette base le calendrier détaillé d'exécution et le soumet à la validation du maître d'ouvrage qui le date et le signe.

Le calendrier contractuel est notifié au titulaire par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution fixe :

- Le délai global d'exécution qui court à compter de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, y compris la période de préparation ;
- La durée et la date de départ du délai particulier à chaque intervention sur le chantier.

Au cours du chantier, après consultation du titulaire, le maître d'œuvre peut proposer de modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications tiennent compte le cas échéant des prolongations de délai résultant de l'application de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux.

NOTE :

- Les arrêts de chantier pour non-respect des règles de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ne peuvent en aucun cas donner lieu à une prolongation des délais d'exécution.
- Un événement imprévisible ne constituant pas un cas de force majeure, mais provoquant un ajournement des travaux est reconnu par relevé journalier établi par le maître d'œuvre.

VIII.6 ORDRES DE SERVICE

Les travaux sont exécutés, sous la direction du maître d'œuvre et conformément aux ordres de service, plans et dossiers remis.

L'ordre de service prend la forme d'un document écrit, numéroté, daté et signé, faisant l'objet d'un envoi par courrier postal ou électronique avec accusé de réception. Le titulaire retourne immédiatement un exemplaire daté à réception et signé par ses soins. Dans le cas contraire des pénalités peuvent être appliquées, conformément aux dispositions de l'article XVIII du présent CCAP.

Un ordre de service peut être adressé verbalement en cas d'urgence, lorsque la sécurité des personnes et des biens pourrait être mise en cause.

Les ordres de service sont notifiés par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage.

L'ordre de service de démarrage des travaux est notifié par l'ENPC.

Tout ordre de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du délai d'exécution ou prescrivant une modification des travaux est obligatoirement soumis à l'accord préalable du maître d'ouvrage. La validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations, il notifie ses observations au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, dans un délai de sept (07) jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si ses observations, dûment motivées, visent à informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse par le maître d'ouvrage.

En l'absence de réponse du maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours calendaires, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

VIII.7 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont impératifs et conditionnent la réception des travaux.

Le non-respect des délais peut entraîner l'application des pénalités de retard définies dans le présent CCAP.

En conséquence, toute modification relative aux dates ou aux délais ne peut intervenir qu'après l'accord express de l'ENPC, coordonnateur du groupement, notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation. Aucune demande de prolongation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

En application de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux, une prolongation du délai d'exécution ou le report du début des travaux peut être justifié lorsqu'une cause qui n'engage pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, à savoir :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Une substitution d'ouvrages aux ouvrages initialement prévus ;
- La survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

A ce titre, dans le cas où le titulaire serait empêché d'intervenir dans le cadre du délai contractuel, celui-ci est tenu de faire savoir par écrit au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, dans les 48 heures, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché et la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule dans le même temps une demande de prolongation du délai d'exécution précisant la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le maître d'ouvrage notifie sa décision par écrit dans un délai de dix (10) jours calendaires, à compter de la réception de la demande. Le silence gardé par le maître d'ouvrage vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

Le délai prolongé produit les mêmes effets que le délai initialement prévu.

ARTICLE IX. QUALITES DES MATERIAUX ET DES PRODUITS

Les CCTP définissent les qualités et la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

Sauf accord express du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, seuls les matériaux, produits et composants de construction dont la référence figure aux CCTP doivent être mis en œuvre.

Le CCTP définit les compléments et dérogations apportés aux dispositions du cahier des clauses techniques générales concernant les caractéristiques des matériaux, produits et composants de construction, les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives, au cours de l'exécution du marché.

Le coût des échantillons sur demande du MOE ou du maître d'ouvrage est réputé inclus dans le prix global et forfaitaire du présent marché.

ARTICLE X. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

X.1 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION

Il est rappelé que la période de préparation des travaux est fixée à l'article V du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est d'un (1) mois à compter de l'ordre de service de démarrage. Cette durée peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison est imputable au titulaire du marché.

Avant le démarrage des travaux, il est procédé à la diligence respective des parties contractantes ;

- Par les soins du maître d'œuvre, en liaison avec le titulaire du marché, à :
 - La fixation des dates de remise des études techniques s'il y a lieu ;
 - L'organisation du chantier ;
 - L'établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux comprenant la liste et l'échéancier des documents d'exécution à fournir ;
 - La mise au point des documents dans le cadre des pièces du marché (états d'avancement, projets de décompte, etc.) ainsi qu'à la définition des modalités de diffusion et de validation des documents d'exécution réalisés par l'entreprise ;
- Par les soins du titulaire, en liaison avec la maîtrise d'œuvre, à :
 - L'établissement du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier ;
 - La présentation pour approbation du maître d'œuvre et pour information du maître d'ouvrage, des plans d'exécution, notes de calcul, études... nécessaires au démarrage des travaux ;
 - La transmission du plan de prévention de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) lorsque ce dernier est requis ;
 - La présentation de la demande d'acceptation d'un sous-traitant, le cas échéant ;
 - L'établissement de l'ensemble des éléments listés au CCTP (notamment articles 1.5.4, 2.2.5, 2.2.7, 3.3.1), dont ceux précédemment listés.

L'ensemble des documents est à fournir dans les délais portés au compte-rendu des réunions préparatoires de chantier. Aucun ouvrage ne peut être exécuté avant approbation des dispositions mentionnées ci-dessus.

X.2 COORDINATION – SECURITE

Le maître d'œuvre assure la coordination des différents postes de travaux, le contrôle de la sécurité du chantier, le suivi du planning et l'application des pénalités éventuelles, l'assistance à la réception du chantier et la vérification des règlements.

Le titulaire et le maître d'ouvrage établissent, en lien avec le CSPS, le plan de prévention visé aux articles R. 4511-1 à R. 4514-10 du code du travail (interventions d'entreprises extérieures dans un établissement en activité).

Le titulaire est tenu de réaliser le balisage de la zone de chantier et d'afficher un avis d'information des travaux.

X.3 REUNIONS DE CHANTIER

Dès notification du présent marché, le titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier et de se faire représenter par une personne compétente.

Dans le cadre du suivi des travaux, le maître d'œuvre anime les réunions de chantier dont la fréquence et les modalités d'organisation sont définies avec l'ENPC, coordonnateur du groupement de commandes, lors de la phase de préparation des travaux (estimatif : 1 réunion hebdomadaire, telle que précisée article 3.3.7 du CCTP).

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peuvent, en cas de nécessité, exiger des réunions supplémentaires.

Le représentant du titulaire est tenu d'être présent à chaque réunion de chantier. Cette personne doit avoir toute latitude pour prendre les décisions nécessaires au bon déroulement des travaux.

La convocation adressée par le maître d'œuvre fixe le jour, les horaires, la durée et l'objet de la réunion.

Le compte-rendu est rédigé et diffusé par le maître d'œuvre.

Le bon fonctionnement des réunions exige le respect des dispositions suivantes :

- Présence et ponctualité – les absences et retards non exceptionnels sont sanctionnés en application des pénalités prévues au présent CCAP ;
- Niveaux de compétence et d'autonomie de décision adaptés – le maître d'œuvre peut demander le remplacement immédiat de toute personne qui ne satisferait pas à ces conditions ;
- Prise de connaissance des comptes rendus ;
- Participation du (des) sous-traitant(s) éventuel(s) et fournisseurs sur demande du maître d'œuvre.

ARTICLE XI. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est autorisé à sous-traiter partiellement l'exécution des prestations, à condition d'avoir obtenu au préalable l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

La déclaration de sous-traitance est réalisée conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L.2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4¹ accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements mentionnés ci-dessous et justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2* dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés ;
- ✓ Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;

¹ Formulaires téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- ✓ Le numéro SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- ✓ La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens, qualifications et références) ;
- ✓ Le cas échéant, le titulaire du présent marché est tenu d'établir que le nantissement dont le marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct dudit sous-traitant.

Le titulaire s'engage à introduire dans chaque contrat de sous-traitance :

- Les clauses exigées par les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- Les prescriptions techniques figurant au présent marché, notamment le CCTP ;
- Les clauses concernant les modalités de paiement direct des acomptes et du solde, notamment la production finale du quitus du sous-traitant.

En effet, avec le décompte final, le titulaire produit un document valant quitus par lequel le sous-traitant atteste que l'ensemble des paiements directs dont il a bénéficié avec les acomptes, augmenté éventuellement du montant prévu avec le solde, rémunère la totalité des prestations qu'il a effectuées dans le cadre du marché et qu'il renonce, de ce fait, à toute action à l'encontre du maître d'ouvrage. Aussi, le titulaire s'engage à faire figurer dans chaque contrat de sous-traitance une clause indiquant la nécessité de fournir ce quitus par le sous-traitant.

Le représentant du maître d'ouvrage peut demander que le montant des prestations du sous-traitant soit présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché.

Dès réception de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire communique le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement lui confère le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600 euros toutes taxes comprises.

Le sous-traitant adresse ses demandes de paiement au titulaire.

En application de l'article 3.6.1.5 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, sur demande du maître d'ouvrage.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire, le titulaire encourt la pénalité définie au présent CCAP.

En outre, le marché peut être résilié pour faute du titulaire :

- En cas de recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé ;
- Si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

ARTICLE XII. RESPONSABILITES DU TITULAIRE

XII.1 MODIFICATIONS RELATIVES A LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai toute modification survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'agrément d'un sous-traitant ;
- Et, de façon générale, toute modification pouvant influencer sur l'exécution du marché.

XII.1.1 Changement de dénomination sociale

Le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage par écrit et de transmettre, dans les plus brefs délais, tout document mentionnant ce changement de dénomination ainsi que les attestations d'assurance à jour, un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales, ...).

A défaut de transmission, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable d'un quelconque retard observé dans le paiement du fait des modifications survenues.

XII.1.2 Transfert – cession – fusion-absorption – mise en location-gérance

En cas de cession du fonds de commerce, cession d'activité, fusion-absorption ou mise en location-gérance, le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage coordonnateur (ENPC) par écrit, dans les plus brefs délais.

Prenant acte de la demande de transfert du marché, le maître d'ouvrage procède à la vérification des capacités professionnelles, techniques et financières du cessionnaire pour reprendre l'exécution des prestations, ainsi que de sa situation fiscale et sociale.

A ce titre, le cessionnaire transmet :

- Une déclaration sur l'honneur signée certifiant qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à 10 du code de la commande publique ;
- Les pièces mentionnées au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de la structure pour chacune des 3 dernières années et leur répartition (effectifs, personnel d'encadrement, ...) ;
- Une présentation décrivant les moyens techniques – outillage, matériel, équipement dont la structure dispose pour la réalisation de prestations de même nature ;
- Une présentation des travaux équivalents réalisés au cours des 5 dernières années : liste des références comprenant le nom, le statut du client, les coordonnées du référent, la date de début et la date de fin des travaux, l'objet et le montant annuel des prestations réalisées ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations

- objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales, ...).

Si le cessionnaire dispose des capacités suffisantes, un avenant est établi constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Dans le cas contraire, il est procédé à la résiliation sans indemnité ni préavis.

Aussi, le titulaire s'interdit de céder les droits et obligations résultant du présent marché sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

XII.1.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire notifie immédiatement au maître d'ouvrage coordonnateur (ENPC) le jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage coordonnateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans un délai d'un (1) mois à compter de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si, avant son expiration, le juge-commissaire a accordé une prolongation à l'administrateur ou au liquidateur, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du liquidateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai précité. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire du marché.

XII.2 Présentation du personnel du chantier et liste des intervenants

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail, de la définition des tâches, de la qualification du personnel, de la mise en œuvre des consignes à son attention et de l'efficacité de son personnel.

Il désigne le ou les responsables de l'organisation et de l'exécution des prestations. Ce(s) responsable(s) nommément désignés sont seuls habilités à dialoguer avec les représentants du maître d'ouvrage et avec le maître d'œuvre.

Il est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ainsi que de toute autorité compétente. Cette liste nominative doit être à tout moment conforme à la réalité des effectifs et faire l'objet d'une mise à jour permanente des informations.

En cas d'absence ou de départ de personnel affecté à l'exécution des prestations, le titulaire doit impérativement, dans un délai de 48 heures, en aviser le maître d'ouvrage coordonnateur (ENPC) par tout moyen et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A défaut d'avoir produit cette liste à l'échéance d'un délai de 48 heures à compter de la demande du maître d'ouvrage, le titulaire encourt la pénalité définie au présent CCAP.

L'inexactitude ou le non-respect des moyens contractuels constituent un manquement susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'agréer les intervenants du titulaire ainsi que ceux de ses éventuels sous-traitants.

Il peut également exiger à tout moment le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations, sans être tenu de faire connaître les motifs de son refus d'agrément ou de sa décision de remplacement.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou une décision de remplacement.

Le personnel présent sur le chantier doit connaître et respecter les consignes de sécurité et le règlement intérieur particulier au site. Chaque personnel est muni d'une carte d'identité professionnelle.

Le titulaire est tenu, sous sa responsabilité, de veiller :

- A ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents à l'égard de son propre personnel, du personnel de son (ses) sous-traitant(s), du personnel et des usagers du maître d'ouvrage et des tiers ;
- Au strict respect par son personnel et celui de son (ses) sous-traitant(s) des consignes de sécurité et du règlement intérieur du site.

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le maître d'ouvrage en cas de condamnation encourue par lui ou ses préposés.

Il garantit le maître d'ouvrage de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

XII.3 MESURES CONCERNANT LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Le titulaire respecte l'ensemble des obligations résultant de l'article 6 du CCAG Travaux.

A ce titre, il a la charge entière de la stricte application à l'égard de son personnel de la législation sociale et de la réglementation du travail ainsi que des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du marché que suite à leur éventuelle modification.

Il est tenu de garantir la régularité de l'embauche de ses personnels. Notamment, les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou de traités ou accords internationaux en vigueur.

Le titulaire assume la responsabilité du donneur d'ordre en matière d'intervention de personnels détachés sur le chantier, conformément aux articles L. 1262-4 et suivants du code du travail.

Chaque sous-traitant qui détache des travailleurs en France est tenu d'adresser une déclaration préalable à l'inspection du travail du lieu où la prestation débute. Il doit en outre désigner un représentant identifié sur le territoire national. Ce représentant a pour obligation de fournir toutes les pièces justificatives au donneur d'ordre et aux organismes de contrôle, sur simple demande.

Les formalités liées au détachement doivent par ailleurs être inscrites sur le registre du personnel du titulaire accueillant des travailleurs détachés.

Le titulaire s'assure du respect de la réglementation en matière de rémunération des travailleurs détachés, de respect du droit du travail et des conditions d'hébergement de ces derniers.

XII.4 RESPONSABILITE DES INSTALLATIONS ET MANUTENTION DES MATERIELS

Le titulaire est responsable de toutes les installations sur lesquelles il intervient, tant d'une façon partielle que sur l'ensemble de celles-ci, à l'observation des lois, règlements et normes les concernant, tant sur le plan de la sécurité que sur celui de l'environnement.

Notamment, les installations doivent être en parfait état de fonctionnement et de sécurité et présenter, si cela doit être, un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant et répondre aux exigences de qualité définies au présent marché.

Le titulaire s'engage à examiner et tenir compte des observations formulées par le maître d'ouvrage ou ses représentants concernant la qualité des prestations exécutées.

En cas de manquement, il s'expose à l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire fait son affaire de tout approvisionnement, conditionnement, transport, stockage, déchargement et manutention des matériaux, matériels produits, ... nécessaires à l'exécution de ses prestations jusqu'au lieu de leur mise en œuvre. Il prévoit les dispositifs appropriés pour assurer le maintien de ses approvisionnements.

L'acheminement est effectué conformément aux accès, horaires et itinéraires autorisés par le maître d'ouvrage, selon les prescriptions du CCTP.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas d'accident ou d'incident directement ou indirectement consécutif à une mauvaise réalisation des prestations dont il a la charge.

Il est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du marché :

- A son personnel, au personnel ou aux usagers du maître d'ouvrage ou à des tiers ;
- A ses biens, aux biens du maître d'ouvrage ou à des tiers.

XII.5 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire veille à ce que toutes les prestations qu'il réalise respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier à tout moment, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie, sur simple demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

A cet effet, le titulaire prend toutes les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, tels que les déchets de chantier, émissions de poussières et de fumées, les émanations polluantes, l'évacuation des déblais, gravats, ... dans les conditions définies au CCTP.

XII.6 CONFIDENTIALITE

Le titulaire, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que lesdites informations ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut pas demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics ou qui sont accessibles au public.

Le titulaire s'oblige à respecter ces obligations et à les faire respecter par son personnel et par ses sous-

traitants éventuels, notamment à :

- Ne prendre, à d'autres fins que la bonne exécution de ses prestations, aucune copie des documents et supports d'information confiés par les membres du groupement ;
- Ne pas utiliser, pour son propre compte ou pour le compte de tiers (personnes privées ou publiques, physiques ou morales), les informations auxquelles il aurait pu avoir accès ;
- Ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Ne pas utiliser les informations d'une manière préjudiciable aux membres du groupement ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des informations en cours d'exécution ainsi que toute forme d'usage ou de traitement illicite ;
- Prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des informations et des traitements ;
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les informations contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle ou l'altération de toute ressource utilisée par le titulaire pour les besoins de l'exécution de ses prestations, et en aviser sans délai les membres du groupement de commandes de toute disparition ou de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

En cas de violation de ces dispositions par le titulaire ou un sous-traitant, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le coordonnateur peut décider de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours à compter de sa réception.

ARTICLE XIII. PRIX

XIII.1 FORME ET CONTENU

Le prix du présent marché est global et forfaitaire pour sa partie principale.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés :

- Comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice ;
- Tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations ;
- Avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Notamment, les prix sont réputés comprendre :

- Les frais de main-d'œuvre, y compris ceux exceptionnellement engagés pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, travail de nuit, etc.) ;
- Les frais de déplacement et de transport ;
- Les frais d'assurances, d'accidents et de tout événement lié à des phénomènes naturels... ;
- Les frais liés aux dispositifs de sécurité, balisage du chantier, échafaudages, nacelles, ... ;
- Les frais de nettoyage au fur et à mesure de l'avancement des travaux, d'élimination des déchets et tous autres frais de chantier, ... ;
- Les frais d'études et de reproduction de documents ;
- Les frais d'essais ;
- Les droits de brevets éventuels ;
- Les impôts et taxes ;

- Les frais généraux, marge pour aléas et risques, bénéfices ;
- De manière générale, toutes les sujétions d'exécution nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Les prix sont indiqués hors taxe sur la valeur ajoutée.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) a une valeur contractuelle, tant en ce qui concerne les montants qui y sont inscrits, l'établissement des situations et, le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs.

Aussi, il appartient au titulaire de mettre en œuvre les quantités nécessaires à la réalisation complète des travaux décrits, dans les conditions de prix et d'organisation fixées par les pièces contractuelles du présent marché.

Par suite, toutes les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire aurait à supporter au cours de l'exécution du chantier sont réputées être comprises dans l'économie du marché, même si elles entraînent une interruption provisoire des travaux. Ce principe s'applique à tout aléa qui ne constitue pas un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat au sens du 3° de l'article L. 6 du code de la commande publique.

Sans caractère limitatif et quelles que soient les éventuelles contradictions, erreurs, imprécisions ou omissions que pourraient présenter les documents du marché, le titulaire est réputé avoir prévu lors de l'étude de son offre et inclus dans son prix, toutes les adjonctions, modifications, prestations annexes ou de détail nécessaires au parfait achèvement et à la finition des travaux, même si celles-ci ne sont pas décrites ou mentionnées dans les documents du marché. Sont compris les ouvrages nécessaires à l'insertion de tout corps d'état pour la réalisation de l'opération.

De la même manière, le titulaire ne peut arguer de la défaillance éventuelle d'un ou plusieurs de ses sous-traitants pour justifier une demande de supplément.

Aucun supplément ne peut être admis, sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme et fait l'objet d'un ordre de service du maître d'œuvre contresigné par le maître d'ouvrage dans les conditions précisées à l'article VIII.6 du présent CCAP.

En cas de modification imprévisible de la législation ou d'une réglementation applicable en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et, le cas échéant, formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Le marché est également constitué d'une partie à bons de commande, comportant des prix unitaires, portant sur les prestations décrites dans le CCTP et le bordereau des prix unitaires, dans la limite d'un montant maximum de 80 000 € HT.

La partie à prix unitaires s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application des prix du bordereau des prix unitaires, et dans les conditions fixées aux articles R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

A titre complémentaire, elle pourra s'exécuter par bons de commandes, émis en application de prix faisant suite aux devis proposés par le titulaire pour d'éventuelles prestations non identifiées au bordereau des prix unitaires, dans la limite du montant précité.

XIII.2 ACTUALISATION

Le prix du présent marché est un prix définitif et ferme.

Le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre ou du mois de la remise de l'offre finale en cas de négociation (« mois zéro » ou m0).

En application de l'article R. 2112-11 du code de la commande publique et des articles 9.4.2 et 9.4.3 du CCAG Travaux, le prix est actualisable si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de remise de l'offre et la date de début d'exécution fixée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les prix de chaque tranche optionnelle et du bordereau des prix unitaires sont actualisés dans les mêmes conditions.

L'actualisation est réalisée par application du coefficient issu de la formule suivante, arrondi au millième supérieur :

$$C(n) = BT\ 01\ (n-3) / BT\ 01\ (0)$$

Dans laquelle,

- *C* : coefficient d'actualisation à appliquer au prix initial HT du marché ;
- *n* : mois de démarrage des travaux ;
- *BT 01* : indice national du bâtiment tous corps d'état ;
- *au dénominateur* : valeur de l'indice correspondant au « mois zéro » (m0) ;
- *au numérateur* : valeur de l'indice correspondant au mois *n* moins trois mois (conditions économiques à une date antérieure de 3 mois à la date de démarrage des travaux)

XIII.3 MODIFICATIONS EN RAISON DE PRESTATIONS NON PREVUES

Dans tous les cas, la réalisation de prestations modificatives ou supplémentaires portant sur la partie forfaitaire, non prévues au présent marché ne peut intervenir qu'après notification au titulaire d'un ordre de service établi par le maître d'œuvre et signé par le maître d'ouvrage.

Les prestations modificatives ou supplémentaires sont réglées comme suit en application de l'article 13 du CCAG Travaux :

- Si les prestations concordent avec des ouvrages (quantités de natures ou éléments d'ouvrages) dont le prix figure dans la DPGF, il est fait application de ce(s) prix ;
- Dans le cas contraire, les prix provisoires permettant une juste rémunération du titulaire sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Ils sont assortis d'un sous-détail s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition s'il s'agit de prix forfaitaires.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la notification de ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

XIII.4 AUGMENTATION OU DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Toute augmentation et toute diminution du montant des travaux (partie forfaitaire) résultant d'un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages est réglée conformément aux articles 14, 15 et 16 du CCAG Travaux.

Sous réserve de l'application de l'article 14.4 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du présent marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques imprévues, d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou de toute cause de dépassement autre que celles énoncées à l'article VIII.7 du présent CCAP.

ARTICLE XIV. MODALITES DE REGLEMENT

XIV.1 AVANCE

Pour la partie forfaitaire du marché :

Conformément à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance par mention dans l'Acte d'Engagement (AE).

En application de l'article R. 2191-7 du code précité :

- Sur demande du titulaire, une avance lui est versée dont le montant est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du présent marché ;
- Le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application de l'article R. 2191-13 du code précité, dans le cas d'un marché à tranche optionnelle, une avance est versée au titulaire pour chaque tranche affermie dont le montant initial est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution des prestations si un tel acte est prévu ou, à défaut, à compter de la date de notification du marché.

Conformément à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte, de règlement partiel définitif ou de solde, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65% est atteint.

Pour la partie à bons de commande du marché : Les mêmes dispositions s'appliquent pour chaque éventuel bon de commande remplissant les conditions prédéfinies.

XIV.2 DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTE FINAL

Pour la partie forfaitaire du marché :

Le titulaire transmet ses situations, mémoires et projets de décompte au maître d'œuvre qui instruit et établit les décomptes correspondants.

Le règlement des comptes est réalisé, après constatation du service fait, par acomptes mensuels et solde établis comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

Pour chaque règlement, le titulaire établit et transmet une demande de paiement distincte à l'attention du maître d'ouvrage (ENPC), correspondant à la partie des travaux exécutée tels qu'ils sont mentionnés dans la DPGF.

Les prestations décrites sont suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des prix et quantités facturées.

Le projet de décompte est transmis en un original et comporte les mentions légales et mentions suivantes :

- Le numéro du marché concerné et ses avenants éventuels ;
- La date du projet de décompte ;
- Le nom et l'adresse du titulaire (siège social et adresse de facturation si différente) ;
- Le n° SIRET ou RCS du titulaire, ainsi que ses coordonnées bancaires ;
- Le détail des prestations, notamment la période facturée et la désignation des travaux exécutés ;
- L'avancement des travaux exécutés précisant, pour chaque poste de la DPGF auquel il se rapporte, le pourcentage d'exécution et le prix forfaitaire HT qui en résulte ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations ;
- Le montant total toutes taxes comprises.

Le maître d'ouvrage se libère des sommes dues au titre du marché selon les modalités suivantes :

- Le règlement du marché est réalisé par acomptes mensuels et par un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux ;
- Dans tous les cas, le versement d'un acompte implique la présentation de toute pièce demandée par le maître d'œuvre justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées ;
- Les factures n'ayant pas fait l'objet du visa du maître d'œuvre sont automatiquement rejetées et font l'objet à nouveau du délai de paiement défini ci-dessous.

En cas de présentation non conforme, le projet de décompte est retourné au titulaire et le délai de paiement commence à courir à compter de la présentation d'un projet de décompte conforme.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

Les approvisionnements demeurent sous la garde du titulaire et le transfert de propriété résultant du paiement des acomptes ne constitue pas, pour le maître d'ouvrage, une acceptation de la qualité des matériaux et équipements ou une renonciation à se prévaloir de défauts éventuels.

Conformément à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre le projet de décompte final dans un délai de trente (30) jours suivant la notification de la décision de réception des travaux (avec ou sans réserve).

Le maître d'œuvre instruit et établit le décompte final se rapportant aux travaux réalisés, tels qu'ils sont indiqués dans la DPGF.

Pour la partie à bons de commande du marché :

Les travaux et prestations objet du présent marché, sont réglées selon les prix indiqués dans les bons de commande, émis en application de l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU) ou en application de devis préalables. Ils sont appliqués aux prestations et travaux réellement réalisés.

Ces prestations à bons de commande sont réglées sur présentation de facture établie après exécution de prestations conformément au bon de commande correspondant, et après constations du service fait.

Le règlement financier est également subordonné à la production préalable d'une facture en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- la date de la facture ;
- le détail des prestations (notamment la période facturée et la désignation des prestations) ;
- le montant HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le nom et adresse du titulaire ;
- le SIRET ou RCS du titulaire, ainsi que ses coordonnées bancaires.

Le règlement des factures est effectué selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de chaque établissement.

Les prestations réalisées et décrites dans la facture devront être suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des tarifs applicables et des quantités facturées.

Pour les 2 parties du marché :

Le règlement des factures est effectué selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif sur le compte dont les coordonnées bancaires figurent dans l'Acte d'Engagement (AE) du maître d'ouvrage.

XIV.3 REPARTITION DES PAIEMENTS

Lors de la demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire est tenu d'établir que le nantissement dont le présent marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire indique dans le projet de décompte ou joint une attestation en double exemplaire mentionnant le montant toutes taxes comprises à régler au sous-traitant, accompagné de la copie des factures acceptées par ses soins. Dans tous les cas, le titulaire est entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques et quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter les projets de décompte et les demandes de paiement. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Lorsque les prestations ne font pas l'objet d'un paiement sur un compte unique, le calcul du montant des avances est réalisé pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques :

- Pour un groupement solidaire, le projet de décompte signé par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou du solde à payer compte tenu des modalités et de la répartition du paiement prévues dans le marché ;
- Pour un groupement conjoint, le projet de décompte est décomposé en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun (chaque membre du groupement perçoit les sommes se rapportant à l'exécution de ses prestations).

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation sous-traitée ;
- Joint la copie des factures du sous-traitant, acceptées ou rectifiées par ses soins.

XIV.4 RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du code de la commande publique, une retenue de garantie est prélevée par fraction sur les acomptes et solde dus au titulaire. Le montant total de la retenue de garantie est limité à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13, ce taux ne peut être supérieur à 3%.

Le titulaire a la possibilité de remplacer cette retenue par une garantie à première demande (pas de caution bancaire) qui doit être constituée en totalité et au plus tard à la date à laquelle il remet sa première demande d'acompte.

Si ladite garantie n'est pas constituée dans ce délai, la retenue de garantie est appliquée et le titulaire n'a plus la possibilité, jusqu'à la fin du marché, de substituer une garantie à première demande.

La retenue de garantie est remboursée au titulaire ou la garantie est libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expiration du délai de garantie, sous réserve de la levée complète des réserves qui auraient été formulées.

XIV.5 FACTURATION ELECTRONIQUE

Le titulaire transmet chaque facture via la plateforme Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Outre les indications précisées ci-avant, les factures dématérialisées adressées à **l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC)** devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET qui identifie l'ENPC en tant que destinataire de la facture : **19753501600020** ;
- Le code service qui permet de distinguer le service réceptonnaire des factures : **Code SUB05** ;
- Le **numéro de marché** ;
- Le **numéro du bon de commande** le cas échéant.

XIV.6 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

En application des articles R. 2192-12 à R. 2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé dans les conditions suivantes :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par le service ordonnateur de chaque membre du groupement. A défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux (2) jours fait foi.

En cas de litige, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue sous trente (30) jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

XIV.7 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

Toutefois, aucun intérêt moratoire n'est exigible lorsque le dépassement du délai global de paiement n'est pas imputable au maître d'ouvrage.

XIV.8 CESSIION DE CREANCES – NANTISSEMENT

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux articles L. 2191-8, R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

Le comptable chargé des paiements est le comptable assignataire de chaque membre du groupement désigné dans l'acte d'Engagement (AE). De même, la personne chargée de fournir les renseignements prévus est désignée dans ledit AE.

À cet effet, un exemplaire du marché accompagné s'il y a lieu des pièces annexes, revêtu de la mention indiquant que cette pièce forme le titre de nantissement consenti conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique, est délivré en un unique exemplaire sur demande du titulaire.

La remise de l'exemplaire unique du marché peut être remplacée par l'octroi d'un certificat de cessibilité de créance établi selon les modalités fixées par les articles R. 2191-46 et suivants du code précité.

ARTICLE XV. RECEPTION DES TRAVAUX

XV.1 ESSAIS ET CONTROLES

Le titulaire doit effectuer, avant réception des ouvrages, les essais et vérifications des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais sont à la charge du titulaire.

Les résultats des essais et vérifications sont consignés dans des procès-verbaux établis et transmis en deux exemplaires au maître d'œuvre pour examen.

Avant la réception des travaux, le maître d'œuvre adresse un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre sont supportés par le titulaire, sauf exception telle que prévue à l'article 2.2.7 du CCTP.

XV.2 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

En application de l'article 40 du CCAG Travaux, lorsqu'il demande la réception des travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, en deux exemplaires dont un sur support informatique permettant la reproduction des documents (formats *PDF*, *JPG*...), l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment, suivant les cas :

- Les plans d'exécution conformes à la réalisation ;
- Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre et spécifications de pose ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre ;
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- Les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur SPS.

Le CCTP fixe les documents qui doivent être transmis en sus (notamment articles 2.2.8 et 2.2.9), et fournit le modèle à utiliser (annexe 5 du CCTP).

Le défaut de transmission par le titulaire dans les délais indiqués à l'article 2.2.9 du CCTP peut entraîner l'application d'une pénalité ou d'une retenue prévue au présent CCAP.

XV.3 RECEPTION

Les opérations de réception sont réalisées en application des articles 41 à 43 du CCAG Travaux et selon les prescriptions du CCTP, telles qu'édictées à l'article 2.2.10.

ARTICLE XVI. GARANTIES

Conformément aux articles 1792 et 2270 du code civil, le point de départ des garanties de la responsabilité des entreprises est la date de réception, avec ou sans réserve.

- Garantie de parfait achèvement : un (1) an à compter de la réception.
- Garantie de bon fonctionnement : deux (2) ans à compter de la réception.
- Garantie décennale : dix (10) ans à compter de la réception.

Ces garanties et responsabilités cessent de plein droit à l'expiration des délais précités.

Pendant la durée de la garantie de bon fonctionnement, les entreprises sont tenues de remédier à tous les désordres nouveaux, même dans les menus travaux, et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de la réception, selon les prescriptions édictées au CCTP article 2.2.11.

Faute par l'entreprise de se conformer aux injonctions du maître d'ouvrage, ce dernier peut faire exécuter les travaux de réparation ou de remise en état nécessaires, aux frais et risques de celle-ci.

L'exécution des travaux est constatée d'un commun accord ou, à défaut, par constat d'huissier de justice mandaté par le maître d'ouvrage.

L'approbation par le maître d'ouvrage du projet d'exécution, notes de calcul, dossiers techniques, schémas, ne dégage pas la responsabilité des entreprises.

ARTICLE XVII. ASSURANCES

XVII. 1. RESPONSABILITES

D'une façon générale, les entreprises assument les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, les entreprises répondent notamment des responsabilités et garanties édictées aux articles 1382 et suivants et 1792 du code civil, ainsi que des risques mis à leur charge par l'article 1788 du même code.

XVII.2. ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE DECENNALE ET DES RISQUES ANNEXES

Les entreprises déclarent être titulaires des garanties couvrant :

1- Pendant les travaux

- Les risques d'effondrement avant réception.

Pour les opérations comportant des travaux sur existants, les garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes des constructions. Ces garanties doivent être étendues :

- D'une part, aux dommages causés aux parties anciennes de la construction, sur, sous ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs ainsi qu'aux biens immobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion, eaux et vol.
- D'autre part, aux dommages causés aux ouvrages nouveaux avant réception par

incendie, explosion, eaux et vol, y compris ceux subis par l'entreprise elle-même et même si les dommages ont été causés par des événements fortuits ou de force majeure.

- Le titulaire doit joindre à son offre une (les) attestation(s) émanant d'une (des) compagnie(s) d'assurance ou de son mandataire, ainsi que les attestations de ses sous-traitants délivrées dans les mêmes conditions.
- En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entreprise concernée la souscription d'une assurance complémentaire et, à défaut, de souscrire ladite assurance pour le compte de l'entreprise. Dans ce cas, le montant de la prime est retenu, sur justificatifs, sur le montant de la première situation présentée par l'entreprise.
- Sur simple demande du maître d'ouvrage, les entreprises doivent justifier à tout moment du paiement des primes d'assurance. Aucun règlement n'est effectué par le maître d'ouvrage si celles-ci ne produisent pas les justificatifs demandés.

2- Après les travaux

Les entreprises assument les garanties énoncées à l'article XVI du présent CCAP.

3- Autres assurances

- Les entreprises déclarent être titulaires, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elles sont susceptibles d'encourir, vis-à-vis du maître d'ouvrage et des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant et après travaux, aux ouvrages avant réception, par incendie, explosion, eaux et vols, y compris ceux subis par l'entreprise elle-même et même si ces dommages ont été causés par des événements fortuits ou de force majeure.
- De la même façon, le titulaire doit joindre à son offre une (les) attestation(s) émanant d'une (des) compagnie(s) d'assurance ou de son mandataire, ainsi que les attestations de ses sous-traitants délivrées dans les mêmes conditions.
- En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, les dispositions précitées sont applicables.
- Sur simple demande du maître d'ouvrage, les entreprises doivent justifier à tout moment du paiement des primes d'assurance.

La fourniture des justificatifs et l'engagement écrit de se conformer aux obligations définies ci-dessus constituent un préalable à la notification du présent marché.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution entraîne la résiliation du plein droit du marché, sans indemnité.

ARTICLE XVIII. PENALITES

XVIII.1 PENALITES POUR RETARD

XVIII.1.1 Retard d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux qu'il s'agisse d'un délai d'exécution partiel ou d'une date limite fixée, le titulaire encourt une pénalité journalière **de 200 euros par jour calendaire de retard**.

La constatation du retard est effectuée chaque mois par le maître d'œuvre par comparaison entre l'état

d'avancement réel des travaux et l'état d'avancement déterminé par le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard constatées par le maître d'œuvre, il invite par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours, en application de l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes forfaitaire du présent marché.

XVIII.1.2 Retard de transmission d'une situation mensuelle ou d'un décompte

En cas de retard dans la transmission d'une situation mensuelle ou d'un projet de décompte, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **100 euros par jour calendaire**.

La pénalité est appliquée après mise en demeure du titulaire, restée sans effet dans le délai fixé dans la mise en demeure.

En application de l'article 12.3.4 du CCAG Travaux, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Le maître d'œuvre est destinataire en copie de la mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 12.4 du CCAG Travaux.

XVIII.1.3 Retard de transmission d'un document en cours ou après réalisation des travaux

- Par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG Travaux, en cas de défaut de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants lorsque le maître d'ouvrage en a fait la demande, le titulaire encourt une pénalité journalière de **100 euros par jour calendaire** à compter de la date réelle d'intervention du sous-traitant (y compris pendant le délai légal maximum de 21 jours courant à compter de la réception des documents nécessaires à l'agrément du sous-traitant).
- En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux, à savoir la résiliation du présent marché pour faute du titulaire.
- Au surplus, en cas de retard dans la transmission de la liste du personnel éventuellement mise à jour suite à départ ou remplacement dans les conditions définies à l'article XII.2 du présent CCAP, le titulaire encourt, une pénalité journalière de : **100 euros par jour calendaire**.
- En cas de retard ou de transmission incomplète d'un document conforme à l'exécution, dans les conditions précisées à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire encourt une retenue forfaitaire sur le dernier décompte mensuel de : **250 euros par jour calendaire**.

En application de l'article 19.3 du CCAG Travaux, les retenues provisoires sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et sont payées après la remise complète des documents.

XVIII.1.4 Absence ou retard à un rendez-vous de chantier

En cas d'absence non excusée du représentant désigné à un rendez-vous de chantier ou de coordination, et/ou de retard de plus de 15 minutes ; le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **250 euros par occurrence**.

Les pénalités sont comptabilisées en fin de chantier et appliquées sans mise en demeure préalable sur le

décompte définitif.

XVIII.1.5 Retard de repliement des installations de chantier ou de remise en état des lieux

Le délai d'exécution comprend le repliement complet, le nettoyage et la remise en état des emplacements occupés par le chantier.

En cas de retard, après mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé dans la mise en demeure, les opérations de repliement des installations ou de remise en état des lieux sont réalisées **aux frais du titulaire défaillant, sans préjudice de l'application de la pénalité pour retard d'exécution des travaux.**

XVIII.1.6 Retard de signature d'un Odre de Service (OS)

En cas de retard du titulaire dans la signature d'un OS, il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard 48h après l'envoi par mail de l'OS.

XVIII.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA REGLEMENTATION

XVIII.2.1 Non-respect de la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité ou de gestion des déchets

En cas de non-respect des dispositions fixées au présent CCAP et au CCTP si la situation d'infraction n'est pas levée suite au constat réalisé par le maître d'œuvre et après mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé dans la mise en demeure, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de : **500 euros par jour calendaire.**

XVIII.2.2 Non-respect de la réglementation du travail

En cas de non-respect des obligations fixées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration d'activité et à la déclaration des salariés de l'entreprise, après mise en demeure de régulariser la situation restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours, le présent marché est résilié pour faute du titulaire.

XVIII.3 AUTRES PENALITES

Tout autre anomalie ou retard ne respectant pas les clauses du présent marché pourra entraîner, sur décision de la maîtrise d'ouvrage, une pénalité de 0,02% du montant HT total de la partie forfaitaire du marché, par jour calendaire de retard ou d'anomalie constatée.

Prime

Une avance sur le calendrier détaillé ou le délai global d'exécution ne donne lieu à aucune prime.

ARTICLE XIX. FORCE MAJEURE

En cas de force majeure – événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime – déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues.

Le titulaire doit, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement, notifier au maître d'ouvrage l'impossibilité d'exercer sa mission.

Les obligations des parties reprennent dès que les effets des événements de force majeure cessent, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Dans tous les cas, il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires pour éviter tout dommage ou dégradation.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas de report de la date d'échéance du marché.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de ce fait.

Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

ARTICLE XX. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Après mise en demeure dans les conditions prévues par l'article 52 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au maître d'ouvrage de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du présent marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution par le tiers désigné par le maître d'ouvrage.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE XXI. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG Travaux.

Notamment et sans exclusion des autres cas mentionnés à l'article 50.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage coordonnateur (ENPC) peut prononcer la résiliation du présent marché pour faute du titulaire et faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, notamment :

- ✓ En cas de sous-traitance irrégulière ;
- ✓ En cas d'infraction à la législation du travail ;
- ✓ Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir remplir ses engagements, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus ou contrevient à ses obligations de prévention et de sécurité et n'a pas pris les mesures nécessaires ;
- ✓ Lorsque le titulaire fait l'objet d'une condamnation au titre d'un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de 1% du montant initial hors taxes de la partie forfaitaire du marché diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

ARTICLE XXII. LITIGES

XXII.1 DROIT – LANGUE – MONNAIE

Les différends et litiges sont réglés dans le respect des dispositions du chapitre 8 du CCAG Travaux.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances et autres documents relatifs au marché sont rédigés en français.

L'unité monétaire du présent marché est l'euro et les factures sont établies en euros. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

XXII.2 RECOURS

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction de droit public compétente :

✓ **Instance compétente chargé des procédures de recours :**

Tribunal Administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet (url) : <https://melun.tribunal-administratif.fr/>

✓ **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Greffes du Tribunal Administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet (url) : <https://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE XXIII. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Plus précisément, le titulaire n'est destinataire que des données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché. Il s'engage, en outre, à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel lui ayant été communiquées et à ne pas les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché. Il s'engage à détruire, à l'issue du marché, les données à caractère personnel dont il a été destinataire.

Le maître d'ouvrage se conforme à toutes les obligations inhérentes à leur qualité de responsable de traitement, s'agissant des données communiquées au titulaire. Il s'assure notamment du respect des droits des personnes concernées et les informe, par suite, de la transmission de leurs données au titulaire.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, du règlement général sur la protection des données, ci-après le RGPD.

ARTICLE XXIV. DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES TRAVAUX

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP portant dérogation
Article 4.1	Article VI – Pièces contractuelles
Article 36.2.1	Article VIII.4 – Gestion des déchets
Article 28.1	Article XI.1 – Période de préparation – programme d'exécution
Article 13	Article XIII.3 – Modifications en raison des prestations non prévues
Article 38	Article XV.1 – Essais et contrôles
Article 19.2.1	Article XVIII.1.1 – Retard d'exécution des travaux (pénalités)
Article 19.2.2	Article XVIII.1.1 – Retard d'exécution des travaux (pénalités)
Article 19.2.3	Article XVIII.1.1 – Retard d'exécution des travaux (pénalités)
Article 3.6.1.5	Article XVIII.1.3 – Retard de transmission de documents (pénalités)
Article 50.4	Article XXI – Résiliation